

LETTRE ÉCONOMIQUE

Égypte

Une publication du Service économique du Caire
Numéro 164 de novembre 2025

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

5,3%

Le taux de croissance du PIB au T1 2025/26
(juil-sept) contre 3,53% au T1 2024/25

Sommaire

ACTUALITÉS - 3 -

Relations économiques bilatérales..... - 6 -

Brèves économiques..... - 10 -

Zoom : Tenue au Caire de la sixième édition du salon TransMEA..... - 12 -

NOTES D'ANALYSE - 13 -

Les Émirats arabes unis, un partenaire économique de premier plan..... - 13 -

Le secteur aérien civil, domaine historique porteur de notre coopération bilatérale- 17 -

Bilan et perspectives de la Contribution Nationale Déterminée 2.0 égyptienne - 20 -

INDICATEURS - 23 -

« Une sensation de déjà-vu »

Emile Boirac

L'accord d'investissement de 3,5 Md USD entre l'Égypte et le Qatar rendu public le 6 novembre dernier résonne comme un écho de celui de 35 Md USD signé avec les Émirats arabes unis fin février 2024. A bien des égards, ces deux événements sont en effet similaires.

Sur le fond et le montage financier, les deux accords passés entre la NUCA, autorité publique chargée des cessions foncières, et un fonds souverain (ADQ d'Abu Dhabi pour Ras El Hekma et Qatar Diar filiale du fonds souverain du Qatar pour Alam Al-Roum) portent sur le développement d'un complexe touristique et urbain sur la côte méditerranéenne respectivement de 170 km² et 20,6 km², comprenant dans le projet émirati une zone franche industrielle et logistique, y compris aéroportuaire. Dans les deux cas, cet accord prend la forme d'une société conjointe dans laquelle les autorités égyptiennes détiennent une part minoritaire et recevront à ce titre une part des bénéfices nets du projet ainsi qu'un pourcentage des ventes des projets développés. Les fonds investis ne représentent dans les deux cas qu'une partie des investissements envisagés (150 Md USD à Ras El Hekma et 26 Md USD à Alam Al-Roum). En revanche, les dépôts qataris auprès de la Banque centrale égyptienne n'ont pas été utilisés pour financer l'acquisition du foncier alors que 11 Md USD de dépôts émiratis avaient été convertis pour Ras El Hekma.

En termes de calendrier, ces signatures sont intervenues de manière opportune et décisive dans les négociations entre l'Égypte et le FMI. La signature de l'accord avec ADQ fin février 2024 avait ainsi permis de lever les derniers freins à la mise en place d'un change flottant et à l'approbation le 6 mars des deux premières revues du programme FMI. De la même manière, l'accord avec le Qatar est intervenu alors que la cinquième revue de mai dernier n'avait encore débouché sur aucun accord. L'annonce quelques jours après de la venue d'une mission au Caire à partir du 1^{er} décembre combinant cinquièmes et sixièmes revues traduit une amélioration dans l'appréciation par le FMI de l'atteinte de certains objectifs budgétaires permise par l'apport en capitaux du fonds qatari.

Ces deux signatures interviennent néanmoins dans un contexte bien différent. Les incertitudes du début de 2024 ont laissé place à un net regain de confiance que traduisent à l'intérieur la croissance (5,3% au troisième trimestre 2025), la consommation, la production hors hydrocarbures et à l'extérieur le niveau des réserves de devises qui atteint un record, portés par les performances des flux de capitaux, notamment des transferts de diaspora et des recettes touristiques, malgré l'atonie des recettes du canal de Suez.

Beaucoup de voyants rouges de 2024 sont aujourd'hui passés au vert, mais la mission du FMI débutant le 1^{er} décembre porte en elle un enjeu particulièrement élevé. D'une part parce qu'elle cumule deux exercices (5^{ème} et 6^{ème} revues) dont les conclusions devraient permettre de libérer 2,7 Md USD et peser aussi sur la décision de l'UE de décaisser un premier milliard d'euros de l'AMF avant la fin de l'année ; d'autre part pour ancrer dans la durée les réformes structurelles et donc la stabilité macroéconomique et financière de l'Égypte sans les soutiens réguliers des pays du Golfe.

Pascal FURTH, Chef du Service économique

ACTUALITÉS

Intelligence artificielle : un voyage d'étude fructueux au service de la coopération bilatérale

Le Service économique du Caire a organisé et accompagné à Paris, du 17 au 21 novembre, un voyage d'étude consacré à l'intelligence artificielle pour une délégation égyptienne du Ministère des Communications et des Technologies de l'information. Conduite par la Dr Hoda Baraka, Conseillère du Ministre et Responsable nationale de la stratégie IA, la délégation était composée de cinq experts techniques.

Le voyage d'étude a permis de mettre en lumière la richesse et la diversité de l'expertise française en matière d'IA, de la recherche fondamentale aux applications industrielles. Le programme s'est concentré autour de quatre thématiques : i) recherche et formation ; ii) applications sectorielles ; iii) gouvernance et régulation et iv) soutien à l'entrepreneuriat.

Plusieurs moments forts ont rythmé la semaine. La délégation a, entre autres, échangé avec une vingtaine d'acteurs, notamment Mistral AI, la CNIL, le Ministère de la Transition écologique, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ainsi que le Ministère de l'Économie et des Finances, et a participé à Ambition Africa. Une journée entière a également été consacrée à une immersion sur le plateau de Saclay, incluant DataIA, CentraleSupélec et l'IRT SystemX.

Les échanges ont été denses, techniques et prometteurs, ouvrant la voie à de nouvelles perspectives de collaboration entre la France et l'Égypte dans un domaine stratégique au cœur de la transformation mondiale.



Pauline BELHASSINE-PAILLET, Attachée économique

12 mois après la Forum Urbain Mondial, la France accueille une délégation égyptienne sur la ville durable

En novembre 2024, le Caire organisait la 12^{ème} édition du Forum Urbain Mondial, plus grand événement onusien après la COP. La délégation française, conduite par Thani Mohamed Soilihi, secrétaire d'État chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, rassemblait plus de 130 participants issus des institutions, de la société civile, du secteur économique et de la recherche.

Afin de poursuivre le dialogue bilatéral engagé, le Service économique du Caire a organisé et accompagné à Paris, du 23 au 28 novembre, un voyage d'étude consacré à la **ville durable** pour une délégation égyptienne du ministère du Logement et des Communautés urbaines, incluant trois représentants de la NUCA, en charge du développement des villes nouvelles.

Quelques semaines après le lancement de la stratégie égyptienne « Smart City », l'accent a été mis sur cette thématique ainsi que sur les enjeux de décarbonation d'un secteur qui représente près de 40% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

La semaine a alterné rencontres institutionnelles, échanges économiques et visites de terrain, dont celles du Village olympique, du quartier d'affaires de La Défense, de l'Innovation Hub de Schneider Electric et de la tour Saint-Gobain, certifiée Haute Qualité Environnementale. Ce fut également l'occasion de mettre en avant les dernières innovations françaises, notamment en matière de jumeaux numériques.

Lors de ces échanges, plusieurs pistes de collaboration/partenariat se sont dessinées, à approfondir dans les mois à venir.



Alexandra Lamotte, Conseillère Régionale Développement Durable

Ambition Africa 2025 : beau succès signé Business France !

Les 18 et 19 novembre, Ambition Africa a réuni près de 2 000 participants, dont la moitié provenant de 45 pays africains. Au cours de ces deux journées, Business France a organisé 2 000 réunions B2B et 17 tables rondes thématiques et sectorielles, et a accueilli 9 ministres africains invités à participer aux panels sectoriels.

À l'occasion de cette 7^{ème} édition, le Service économique du Caire et Business France Égypte ont eu le plaisir d'accompagner plusieurs délégations égyptiennes qui ont activement participé à l'événement, dont :

- Le Dr Hani Sweilam, Ministre des Ressources en eau et de l'Irrigation, intervenu lors de la table ronde « Gestion durable de l'eau et des déchets en Afrique »
- Waleid Gamal El-Dein, Président de la Zone économique du canal de Suez (SCZONE), intervenu lors de la table ronde « Transport et logistique : catalyseurs de l'intégration régionale ».
- La Dr Hoda Baraka, Conseillère du Ministre des Communications et des Technologies de l'information et Responsable nationale de l'IA, intervenue lors de la table ronde « L'intelligence artificielle et la révolution numérique en Afrique ».

Les autorités égyptiennes ont participé à trois tables rondes sectorielles et ont rencontré des entreprises françaises, ainsi que Nicolas Forissier, Ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité économique, et Barbara Pompili, Ambassadrice déléguée à l'Environnement et ancienne Ministre de la Transition écologique.

Rendez-vous l'année prochaine pour la 8^{ème} édition !



Christelle Labernede, Directrice Business France Égypte

Relations économiques bilatérales

Évènements marquants de novembre 2025 :

3 novembre : visite du centre d'oncologie d'excellence Gustave Roussy International Égypte du Caire, en présence du vice Premier-Ministre Khaled Abdel Ghaffar, et du Pr. Fabrice Barlesi, Directeur général de l'Institut Gustave Roussy. Ce projet innovant, premier partenariat public-privé dans le domaine hospitalier en Égypte, illustre la vitalité du partenariat stratégique franco-égyptien et la priorité accordée à la santé dans notre coopération. Depuis son ouverture en avril 2025, 1 800 patients ont bénéficié d'un traitement contre le cancer.



4 novembre : la 10^{ème} édition du Forum Egypt Automotive a rassemblé l'ensemble de l'écosystème industriel et institutionnel - constructeurs, équipementiers, investisseurs, organisations professionnelles et représentants publics - autour d'une ambition partagée : inscrire durablement l'Égypte comme pôle automobile de référence à l'échelle régionale et continentale. Les acteurs du secteur ont convergé vers le constat d'un rebond du marché domestique et ont exprimé leur optimisme quant aux perspectives de croissance à moyen terme.

6 novembre : la visite de l'usine Schneider Electric à Badr City, en présence du Premier ministre Mostafa Madbouly et de plusieurs membres du gouvernement, a mis en lumière le rôle stratégique du site dans l'écosystème industriel national. Fort de plus de 600 employés, l'établissement est un acteur clé de la production d'équipements de moyenne et basse tension pour le marché égyptien, les grands projets d'infrastructures et l'export. L'extension récente, assortie de nouvelles lignes de production, a renforcé les capacités du site et favorisé la localisation de produits à plus forte valeur ajoutée.



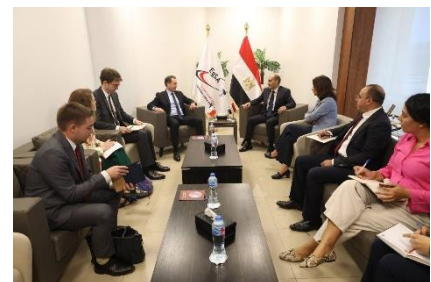
9 au 11 novembre : à l'occasion du salon TransMEA 2025, inauguré par le Premier ministre égyptien et plusieurs ministres, trois projets phares impliquant des entreprises françaises ont été mis en avant : la première rame Alstom pour la ligne 1 du métro du Caire, le tracé final de la ligne 6 du métro réalisé par un consortium français, et le centre de formation en mobilité urbaine de RATP Dev. L'Ambassadeur de France a rencontré les dirigeants des principales entreprises françaises présentes : CEVA Logistics, CMA CGM, ETF, Egis, Systra et Colas Rail.



12 novembre : inauguration de l'installation de panneaux solaires au Collège du Bon Pasteur de Choubra, en présence de l'Ambassadeur et de M. Abd El Rahim, Vice-Ministre de l'Environnement. Ce projet illustre la coopération franco-égyptienne dans le domaine de l'énergie renouvelable et du développement durable, porté par l'association l'Œuvre d'Orient, soutenu par le mécénat de la Fondation CMA CGM et l'expertise technique d'Energy Assistance France.



13 novembre : première rencontre avec Dr. Magued Ismail, nommé Président Directeur Général de l'Agence Spatiale Égyptienne (EgSA) en août 2025. Des échanges riches qui ont mis en lumière la variété de la coopération franco-égyptienne dans le secteur spatial, la présence historique de nos entreprises en Égypte et de nouvelles perspectives prometteuses de collaboration.



15 novembre : rencontre avec le ministre de l'Électricité et des Énergies Renouvelables, qui a réaffirmé l'ambition de l'Égypte d'atteindre 42 % d'énergies renouvelables dans son mix électrique d'ici 2035. L'échange a également permis de souligner le rôle de la France, dans cette transition, à travers les financements du groupe AFD pour le développement des capacités renouvelables et la modernisation du réseau, ainsi que la contribution active d'entreprises françaises telles qu'EDF Power Solutions, Engie et Volitalia.



16 novembre : inauguration du terminal portuaire roulier SCAT à Port-Saïd Est, construit et exploité conjointement par l'entreprise française AGL, Toyota Tsusho Corporation et NYK Line, en présence du Président Abdel Fattah Al Sissi, des vice-Premiers ministres Kamel El-Wazir et Khaled Abdel Ghaffar, de l'Ambassadeur du Japon Iwai Fumio, et d'Olivier de Noray, Directeur des Ports et Terminaux d'AGL.



18 novembre : célébration à la Résidence de France de la mise en service, dans la Zone économique du Canal de Suez (SCZone), de l'usine de Samil Industrial, fruit d'un partenariat entre le Groupe Nutriset et le groupe Yagoub et qui permettra de fournir des produits pour lutter contre la malnutrition dans les pays en crise.



24 novembre : tenue des **French Water & Waste Management Days**, à l'occasion de la visite d'un groupe d'entreprises françaises spécialisées dans le traitement de l'eau et des déchets au Caire, organisée par Business France. Trois tables rondes ont permis d'échanger sur le climat des affaires et le cadre réglementaire égyptien, les partenariats public-privé dans le secteur de l'eau et des déchets, ainsi que les financements mobilisables via l'Union européenne, l'AFD et Proparco.



26 novembre : remise de la certification EN 9100 par le Groupe AFNOR à l'Agence Spatiale Égyptienne (EgSA), en présence du Dr. Maged Ismail, PDG de l'EgSA, du Dr. Sherif Sedky, ancien PDG, et du Pr. Tidiane Ouattara, Président du Conseil Spatial Africain. Reconnue par l'International Aerospace Quality Group (IAQG), cette norme atteste de l'excellence dans la conception, l'assemblage, l'intégration et les tests des satellites, ainsi que dans la fourniture d'images d'observation de la Terre, et illustre l'approfondissement de la coopération bilatérale, industrielle et scientifique, entre nos deux pays.



Brèves économiques

1- Les réserves de change franchissent pour la première fois le seuil des 50 Md USD

Les réserves en devises de l'Égypte ont [atteint](#) 50,07 Md USD fin octobre, franchissant pour la première fois ce seuil symbolique, selon la Banque centrale (+537 M USD sur un mois). Cette progression reflète un contexte de redressement économique porté par le retour des capitaux étrangers et plusieurs investissements majeurs du Golfe. Elle est renforcée par la bonne performance du tourisme (12,5 Md USD sur neuf mois) et l'augmentation des transferts de la diaspora égyptienne. Cette consolidation des réserves permettra au pays de financer ses importations essentielles, honorer sa dette extérieure et stabiliser la livre égyptienne.

2- L'Égypte rembourse 53,1 Md USD de dette extérieure sur neuf mois

Entre juin 2024 et mars 2025, l'Égypte a [remboursé](#) 53,1 Md USD de sa dette extérieure, comprenant 30 Md USD de dettes à court terme et 23 Md USD de dettes à long terme arrivant à échéance dans l'année, selon la Banque centrale. Les intérêts payés se sont élevés à 5,8 Md USD. Au terme du quatrième trimestre 2024/25, la dette extérieure totale atteint 161,2 Md USD, en hausse de 4,5 Md USD par rapport au trimestre précédent, reflétant la reprise de l'endettement après un repli observé fin juin 2024. Près de 35% de cette dette est contracté auprès d'institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale, Banque islamique du développement) et 25% sous forme d'obligations et sukuku. La dette à un an représente ainsi 33,9% du total et dépasse les réserves internationales nettes de 111%, soulignant l'importance de la gestion du service de la dette pour la stabilité financière du pays.

3- L'inauguration du Grand Musée Égyptien contribue à l'émergence d'une nouvelle ère touristique

Le 1^{er} novembre, la [cérémonie](#) d'ouverture du Grand Musée Égyptien (GEM), en présence du Président Al Sissi et d'une cinquantaine de chefs d'État, a marqué un tournant majeur pour le tourisme culturel en Égypte. Après près de vingt années de travaux et de multiples reports, ce projet – financé par un prêt de près de 800 M USD de la JICA, agence de développement japonaise – a ouvert ses portes au public le 4 novembre, attirant immédiatement une affluence record supérieure à 20 000 visiteurs par jour. Le musée ambitionne d'accueillir plus de 5 millions de visiteurs par an. Les autorités égyptiennes comme les acteurs du secteur hôtelier misent sur une montée en gamme de l'offre touristique et intensifient la promotion internationale, notamment auprès des publics français et japonais. Selon les prévisions de Fitch Solutions, le tourisme égyptien devrait progresser de 5,7% par an, pour atteindre 20,6 millions de visiteurs et près de 19 Md USD de recettes d'ici 2029, confirmant ainsi le rôle stratégique du secteur comme l'une des principales sources de revenus du pays.

4- Les exportations non pétrolières progressent de 19% et atteignent 40,6 Md USD sur dix mois

Les exportations non pétrolières égyptiennes ont [progressé](#) de 19% en glissement annuel entre janvier et octobre 2025 pour atteindre 40,6 Md USD, contre 34,2 Md USD un an plus tôt, selon les données de l'Autorité générale du contrôle des exportations et des importations (GOEIC). Cette dynamique contribue à une amélioration notable de la balance commerciale, avec un déficit commercial réduit de 16% sur la période, à 26,3 Md USD. Les Émirats arabes unis s'imposent comme premier débouché (+142% à 6,3 Md USD), devant la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Italie et les États-Unis. Les exportations vers ces cinq marchés clés ont progressé de 37% à 16,1 Md USD. La performance est portée par les matériaux de construction (+43% à 12,8 Md USD), les produits chimiques et engrais (7,7 Md USD), l'agroalimentaire (5,8 Md USD) et les biens d'ingénierie et d'électronique (5,3 Md USD), confirmant la diversification progressive de la base exportatrice.

5- L'Égypte signe un accord de 53,8 M EUR avec l'AFD et la BEI pour soutenir l'industrie verte et durable

L'Égypte a signé un [accord](#) de 53,8 M EUR avec l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour financer le programme Green Sustainable Industries (GSI), destiné à accélérer la transition vers une industrie plus verte et plus compétitive. L'accord inclut également 8,8 M EUR d'assistance technique, financés par une subvention de l'UE et administrés par la BEI. Le programme s'inscrit dans une enveloppe globale de 271 M EUR (14,8 Md EGP) comprenant : 30 M EUR de subventions UE, 135 M EUR de financement concessionnaire BEI et 45 M EUR de financement concessionnaire AFD, destiné à accompagner les investissements industriels et stimuler la décarbonation des usines privées et publiques.

Zoom : Tenue au Caire de la sixième édition du salon TransMEA

Le salon TransMEA confirme son statut de rendez-vous incontournable dans le domaine des transports ferroviaires et maritimes au Moyen-Orient et en Afrique. La présence du Premier ministre, Mostafa Madbouly, du vice-Premier ministre et ministre des Transports, Kamel El-Wazir, ainsi que de nombreux membres du gouvernement, a conféré à l'événement une dimension politique marquée, soulignant le caractère stratégique du secteur des transports pour les autorités égyptiennes et l'attractivité croissante du marché égyptien pour les entreprises françaises et internationales. Avec plus de 500 entreprises exposantes issues de 30 pays, contre 400 lors de l'édition précédente, le salon a confirmé son changement d'échelle. Aux côtés des grands groupes nationaux, la forte présence d'acteurs internationaux – en provenance notamment du Golfe, d'Asie et d'Europe – a mis en lumière la compétition croissante autour des grands contrats d'infrastructures en Égypte. Dans ce contexte, la participation française s'est distinguée avec une présence remarquée des principales entreprises du secteur implantées dans le pays, du ferroviaire à la logistique.

La France s'est illustrée comme un partenaire de premier plan de l'Égypte dans le secteur des transports, à la faveur d'une visibilité soutenue de ses entreprises et de la mise en valeur de trois projets emblématiques. Le vice-Premier ministre a ainsi assisté à cinq projets structurants de transport ferroviaire urbain, dont trois impliquant directement des acteurs français : la **ligne 1 du métro du Caire**, en cours de réhabilitation avec le financement de l'AFD, sous la maîtrise d'œuvre de Colas Rail et Hitachi, tandis que le nouveau matériel roulant sera fourni par Alstom grâce à un prêt concessionnel de la DG Trésor ; la présentation du **tracé horizontal de la ligne 6 du métro**, en présence de Kamel El-Wazir et du Directeur général d'Alstom, ce projet sur financement partiellement français constituant l'un des piliers économiques du partenariat stratégique conclu lors de la visite du Président de la République française en avril 2025. Enfin, toujours en présence du vice-Premier ministre, l'Ambassadeur a pris part à l'inauguration du **centre de formation professionnelle de RATP Dev** au Caire, projet emblématique du renforcement de la coopération bilatérale dans un domaine devenu prioritaire pour les autorités égyptiennes, confrontées à des enjeux de formation et de rétention d'une main-d'œuvre technique qualifiée.

Plusieurs séquences ont permis d'enregistrer des avancées majeures sur les projets portés par les entreprises françaises. Une vingtaine d'accords a été signée, en présence de Kamel El-Wazir, dont deux impliquant directement la France : un avenant au protocole d'accord entre Vinci Construction et la National Authority for Tunnels, prolongeant la période de négociation exclusive relative à l'extension de la ligne 3 du métro du Caire ; et un accord entre l'AFD, la NAT et le cabinet de conseil Logit-IT, portant sur l'élaboration d'une stratégie d'intermodalité à Alexandrie (*Sustainable Urban Mobility Plan*), financée par une subvention déléguée de l'Union européenne. En parallèle, Hitachi Rail a signé le contrat portant sur le tramway d'Alexandrie avec son partenaire Arab Contactor (lots signalisation, billettique, télécom et énergie), en partie financé par l'AFD.

Service économique du Caire

NOTES D'ANALYSE



Les Émirats arabes unis, un partenaire économique de premier plan

« L'Égypte et les Émirats arabes unis : un seul cœur » – c'est sous cette bannière que les deux pays ont célébré en octobre 2022 un demi-siècle de solide coopération bilatérale, au cours duquel Abou Dhabi s'est imposé comme le premier partenaire commercial et financier du Caire, ainsi que son principal investisseur étranger. Encadrés par l'accord de la Grande zone arabe de libre-échange (1998), les échanges commerciaux sont dynamiques, s'élevant à 9,3 Md USD en 2023/24, mais restent structurellement défavorables à l'Égypte. Sur le plan financier, depuis 2013, Abou Dhabi a apporté un appui budgétaire massif à l'Égypte, avant de réorienter son soutien vers des investissements directs, notamment à travers son fonds souverain aboudabien ADQ – devenu un acteur central du programme de privatisations engagé par l'Égypte dans le cadre du programme du FMI en cours.

Les Émirats arabes unis sont le premier partenaire commercial de l'Égypte

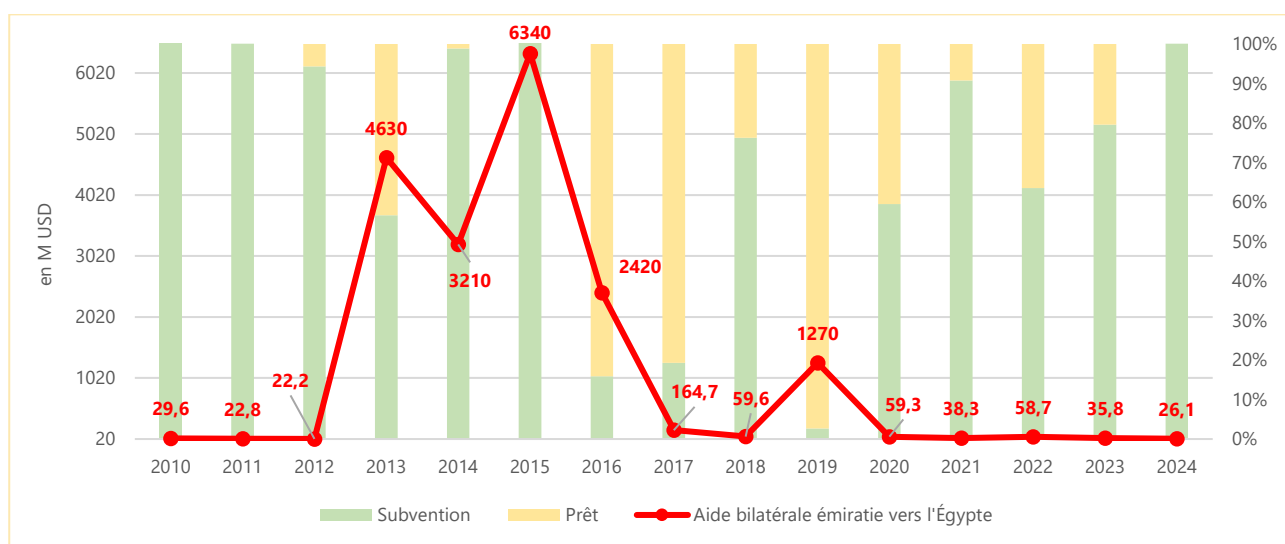
Les Émirats arabes unis se sont imposés comme le premier partenaire commercial de l'Égypte sur la dernière décennie, avec un volume d'échanges moyen de 7,3 Md USD, culminant à 9,4 Md USD en 2021/22. En 2023/24, le volume d'échanges de 9,3 Md USD a représenté 11% des exportations totales égyptiennes (3,7 Md USD) et 8% des importations (5,6 Md USD). Les échanges sont cependant peu diversifiés : pierres précieuses, métaux et pièces de monnaie représentent 63% des exportations ; équipements électriques et électroniques (21%) et de machines, réacteurs nucléaires et chaudières (19%) concentrant les importations. Les exportations hors hydrocarbures des Émirats, plateforme logistique régionale, sont constituées à 61% de réexportations de biens de consommation importés d'Asie orientale : téléphones (19%) et machines automatiques de traitement de l'information (13%). Ainsi, sur la dernière décennie, la balance commerciale est restée structurellement défavorable à l'Égypte, avec un déficit de -1,9 Md USD en 2023/24, contre un excédent de 2,1 Md USD en 2023 pour les Émirats.

Un partenaire financier de premier plan dont l'aide budgétaire a progressivement laissé place à des investissements

Dès 2013, l'Égypte est devenue l'un des principaux bénéficiaires de l'aide financière émiratie, qui a totalisé 18,3 Md USD entre 2013 et 2024. Les Émirats ont octroyé en 2013 un paquet d'aide exceptionnel de 4,6 Md USD, comprenant 3 Md USD d'appui budgétaire direct à la Banque centrale d'Égypte (BCE ; 2 Md USD sous forme de dépôts et 1 Md USD de don), 957 M USD de subvention destinée à couvrir les besoins en pétrole sur 5 mois, 503 M USD pour la construction de logements, ainsi qu'une quinzaine de contributions sectorielles (moins de 50 M USD chacune). De nouvelles subventions pétrolières ont été accordées en

2014 et 2015 pour un total de 5,7 Md USD, complétées en 2015 par un dépôt de 2 Md USD à la BCE pour renforcer les réserves en devises. En 2016, les Émirats ont renouvelé un dépôt de 2 Md USD à la BCE, contribuant à la conclusion d'une facilité élargie de crédit de 12 Md USD de l'Égypte avec le FMI, conditionnée à la mobilisation préalable de financements bilatéraux¹. Après une période d'accalmie, la pandémie puis la guerre en Ukraine ont conduit les Émirats à renouveler leur soutien à travers un dépôt de 5 Md USD à la BCE en 2022, suivi d'un accord de **swap de devises** d'environ 1,5 Md USD en 2023 entre leurs banques centrales. En janvier 2024, Le Caire a par ailleurs annoncé envisager une émission obligataire en dirhams ; une initiative restée sans suite à ce jour. Si l'aide émiratie massive sur la période 2013-2016 a principalement servi de **soutien budgétaire à un allié stratégique**, les flux se sont nettement réduits depuis 2020 et sont désormais davantage orientés vers de **l'aide-projets** (urbanisme, agriculture, santé et infrastructures), réparties équitablement entre prêts et dons, octroyés par différents donateurs souverains ou parapublics, et des **investissements conjoints** symbolisés par le massif projet de Ras el Hekma.

Évolution de l'aide bilatérale des Émirats arabes unis à l'Égypte



Source : UAE Aid dashboard.

Ces investissements directs sont en partie portés par le troisième fonds souverain d'Abu Dhabi ADQ (250 Md USD d'actifs en 2025). Entre avril 2022 et février 2024, ADQ s'est imposé comme un acteur dominant du programme de privatisations lancé par l'Égypte dans le cadre de ses engagements auprès du FMI, en acquérant pour 2,6 Md USD d'actifs dans 8 entreprises publiques égyptiennes, représentant 47% du total des cessions réalisées. Enfin, la signature, le 23 février 2024, d'un accord d'investissement de 35 Md USD - soit 24 Md USD de capitaux entrants et 11 Md USD de conversion de dépôts - portait sur une cession de droits fonciers de l'État égyptien au profit du fonds souverain émirien ADQ pour le développement de la péninsule de Ras El Hekma (170 km² sur la mer Méditerranée).

¹ En novembre 2016, le FMI a approuvé un programme triennal de 12 Md USD en faveur de l'Égypte, destiné à réduire l'endettement, maîtriser l'inflation et rétablir la confiance des investisseurs. L'accord prévoyait un premier décaissement immédiat de 2,75 Md USD et reposait sur la mobilisation préalable d'environ 6 Md USD de financements bilatéraux complémentaires - notamment des dépôts fournis par les Émirats arabes unis, la Chine et les pays du G7. [Reuters](#), « Egypt wins IMF approval for \$12 billion loan to revive economy », 11 novembre 2016.

Cet accord a permis d'alléger les besoins de financement à court terme du pays, de faciliter l'accord technique conclu le 6 mars 2024 avec le FMI et in fine de porter le programme de décembre 2022 de 3 à 8 Md USD. Ce projet, équivalant à près de 9% du PIB égyptien, est appelé à catalyser 150 Md USD d'investissements d'ici 20 à 30 ans, contribuant à hauteur de 0,1% à 0,4% du PIB dans les prochaines années, et générer environ 750 000 emplois directs et indirects, selon les autorités égyptiennes.

Le pays est le premier investisseur étranger en Égypte et contribue au financement de son compte courant, à travers ses investissements et les transferts de la diaspora égyptienne installée aux Émirats

Les Émirats arabes unis sont le premier investisseur étranger en Égypte, avec en moyenne 5,2 Md USD de flux d'IDE entrants par an en Égypte sur la dernière décennie. En 2023/24, ces flux ont culminé à 38,9 Md USD, soit 69% du total des IDE entrants en Égypte, avec l'accord de Ras El Hekma. Par ailleurs, près de **1 300 entreprises émiraties opèrent en Égypte** avec un stock d'IDE cumulé de 16,2 Md USD entre 2013 et 2021 dans des secteurs diversifiés. L'immobilier demeure l'un des principaux vecteurs d'investissement émirati en Égypte, porté par de grands groupes implantés de longue date tels qu'Emaar Misr, Aldar, Sky AD ou Majid Al Futtaim, qui développent des projets résidentiels de luxe et commerciaux d'envergure (Marassi North Coast, Mall of Egypt, Almaza City, franchise Carrefour). En septembre 2025, l'État égyptien a accordé à Emaar Misr et au saoudien City Stars une **concession foncière pour développer le complexe touristique Marassi Red Sea, estimé à 18,6 Md USD**, assortie d'une rémunération sous forme de loyers et de royalties indexées sur le chiffre d'affaires du projet. Dans les infrastructures, **AD Ports** est présent dans huit ports commerciaux égyptiens, assurant notamment la gestion de Safaga (30 ans de concession), de terminaux à Sokhna, Hurghada, Charm el-Cheikh et Port-Saïd Ouest, ainsi que le développement de terminaux cimentiers à Arish et Port-Saïd Ouest. Dans les télécommunications, **Etisalat Misr** est le deuxième opérateur mobile du pays devant Orange, avec 35,7 millions d'abonnés en 2024. Dans les énergies renouvelables, **AMEA Power** a lancé à Assouan une centrale solaire de 500 MW - la plus grande d'Afrique du Nord - capable d'alimenter environ 300 000 foyers, tandis que **Masdar** développe plusieurs projets solaires (Benban, Siwa, Toshka) et éoliens (West Bakr). Dans les hydrocarbures, **ADNOC** est depuis 2022 le partenaire de **TotalÉnergies** en Égypte pour la distribution de carburants, **Dragon Oil** a signé un accord de 30 M USD pour forer deux nouveaux puits dans le Golfe de Suez, et **Dana Gas** a engagé 100 M USD pour la production gazière dans le delta du Nil. Par ailleurs, **NRTC Food Holding** a acquis 40 km² de terres à Wadi El Natrun auprès d'Al Hashemeya Farms, l'un des plus grands domaines agricoles privés d'Afrique (70 000 tonnes de production annuelle). Enfin, dans le secteur financier, cinq banques émiraties opèrent en Égypte (FAB, Emirates NBD, ADIB, ADCB, Mashreq), les quatre premières concentrant 16 Md EUR d'actifs, soit 4,6% du marché en 2024. Au-delà, les Émirats sont également actifs dans la santé, l'éducation, l'industrie, le commerce de gros et de détail et le e-commerce.

La diaspora égyptienne, estimée à 4,6% de la population émiratie (environ 500 000 personnes), est également une source importante de devises pour l'Égypte. Les transferts en provenance des Émirats ont été multipliés par 6,4 sur les 25 dernières années, passant de 283 M USD en 1999/2000 (9,2% des entrées totales) à 1,8 Md USD en 2023/24 (8,2%) – culminant à 3,5 Md USD en 2021/22 (11%). Leur importance est renforcée par le **coût relativement faible des transferts entre les deux pays**, inférieur à 3% pour l'envoi de 200 USD. Pour sécuriser ces flux, en collaboration avec les Émirats, les autorités égyptiennes encouragent le développement des plateformes numériques de transferts bancaires formels et le lancement de produits d'épargne exonérés de commissions au profit de sa diaspora. En 2025, de nouveaux services portés par Etisalat Egypt et Careem Pay ont ouvert des corridors de transferts de fonds transfrontaliers directs et instantanés entre les deux pays, offrant des taux compétitifs.

Pauline BELHASSINE-PAILLET, Attachée économique

Le secteur aérien civil, domaine historique porteur de notre coopération bilatérale



Pour atteindre son objectif de triplement des revenus touristiques d'ici 2030 et atteindre 30 Md USD, les autorités doivent impérativement renforcer les liaisons aériennes, notamment internationales. Le pays, qui bénéficie par ailleurs d'un important marché intérieur, pourrait capitaliser davantage sur le transport aérien low-cost, segment encore sous-exploité, tout en accompagnant la croissance de la flotte de la compagnie aérienne nationale, Egyptair.

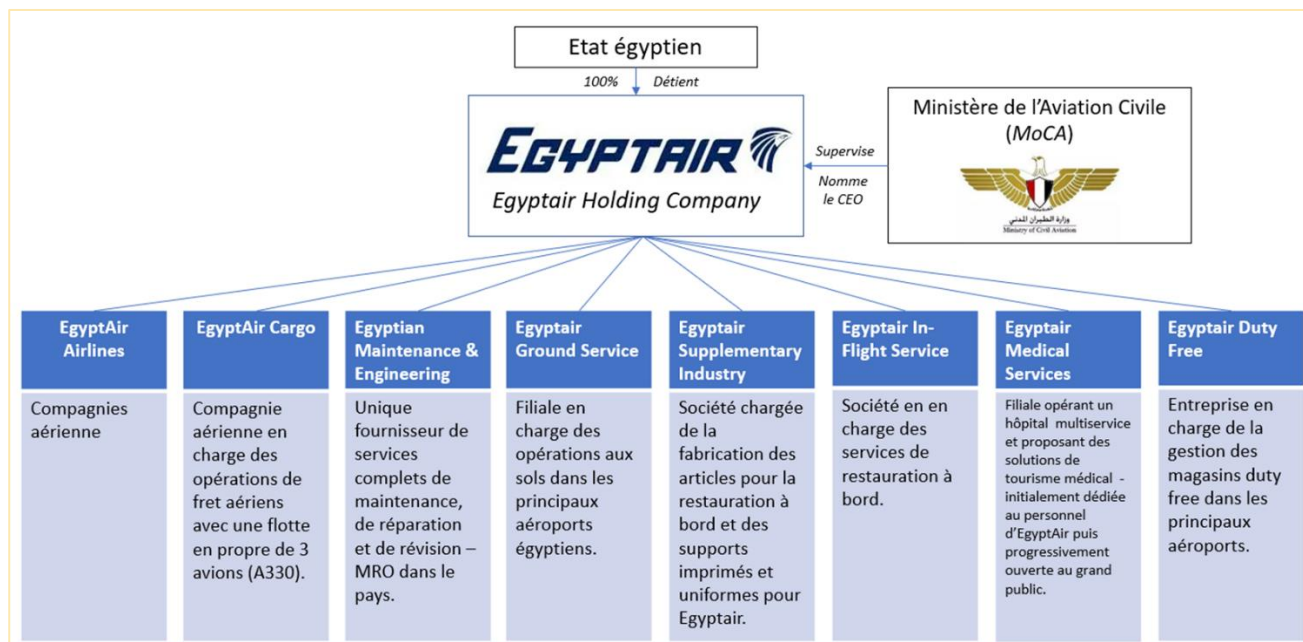
Le secteur aérien, stratégique, est dominé par Egyptair, malgré un essor du low-cost

Le secteur aérien égyptien demeure fortement orienté vers le trafic international - 86% des vols en 2024, principalement sur le Moyen-Orient [Arabie saoudite, Jordanie] - 49% des départs en 2023 - ainsi que l'Europe et la Russie - près de 40%. **L'Égypte capte près d'un quart du trafic aérien en Afrique** – porté par le tourisme (17,4 M de visiteurs internationaux en 2024/25) et la diaspora (évaluée à environ 10 M d'individus). La connectivité aérienne du pays a progressé de 17 points entre 2014 et 2024, et le nombre de passagers de 80% sur la même période. L'impact de la pandémie de Covid-19 a été rapidement résorbé. L'aéroport du Caire offrait ainsi une desserte de 122 destinations en 2024, soit **l'aéroport le plus fréquenté et le mieux connecté d'Afrique**. Le poids économique du secteur est enfin significatif, les compagnies aériennes ayant généré 3 Md USD de revenus en 2023.

Le secteur est concentré autour de la compagnie aérienne nationale, Egyptair, fondée en 1932 et détenue intégralement par l'État. Elle opère aujourd'hui une flotte de près de 70 avions court et long-courriers des constructeurs Airbus et de Boeing relativement moderne, depuis son hub principal du Caire. Elle domine le marché intérieur, régional et international et dessert Paris par deux ou trois rotations quotidiennes - une rotation quotidienne pour Air France. La compagnie détient majoritairement la compagnie low-cost Air Cairo. La Holding Egyptair, créée en 2002, regroupe par ailleurs sept filiales en charge de services connexes et des opérations de fret [Egyptair Cargo] encore peu développées en Égypte. **L'ouverture à la concurrence locale est limitée**. Aux côtés d'une dizaine d'opérateurs mineurs, seules deux compagnies implantées en Égypte disposent d'un positionnement notable, Air Arabia Egypt, et Nile Air, qui opèrent avec des flottes restreintes. Toutefois, le segment low-cost a connu une progression notable ces dernières années, avec la montée en puissance d'Air Cairo et de compagnies internationales (Vueling, Transavia ou Ryanair), désormais reconnues comme catalyseur pour la croissance du trafic. L'ouverture de l'aéroport de Sphinx en 2022 a contribué à cette dynamique, avec l'entrée de nouveaux acteurs étrangers, dont Wizz Air et EasyJet. Les autorités restent réticentes à accueillir les compagnies à bas-cout à l'aéroport du Caire, à l'image des difficultés de Transavia à obtenir la validation de son programme de vol en 2024. Les marges de croissance du low-cost demeurent néanmoins importantes, la part de

marché du segment (estimée à moins de 20% en 2023) étant très inférieure à celle observée dans d'autres destinations régionales.

EgyptAir : un groupe diversifié qui domine le marché égyptien



La dynamique positive du secteur se traduit par d'importantes retombées pour les entreprises françaises

EgyptAir entend porter sa flotte de 62 à 100 appareils à l'horizon 2030, tout en réduisant significativement la part des avions en leasing, de 60% aujourd'hui. Ce plan s'inscrit dans une volonté plus large de restructuration. La stratégie adoptée depuis 2015, visant à positionner Le Caire comme hub régional sur le modèle des transporteurs du Golfe, est reconnue comme un échec. EgyptAir entend recentrer ses priorités sur le marché intérieur et régional, en particulier sur l'Afrique et les liaisons vers la Haute-Égypte (Louxor, Assouan, Abou Simbel). Sa filiale Air Cairo prévoit un plan de développement pour porter sa flotte à 60 appareils en 2027 et 110 en 2032 (environ 40 aujourd'hui), sur les segments court et moyen-courriers. Les plans de développement se heurtent toutefois aux fortes contraintes des carnets de commandes des constructeurs aéronautiques.

Cet essor du secteur bénéficie aux industriels français, au premier rang desquels Airbus, fournisseur historique depuis les premières commandes passées en 1982. Les acquisitions d'appareils Airbus se sont intensifiées. EgyptAir a commandé des A220 [livrés en 2021, finalement retirés en raison de problèmes moteur en opération dans un environnement désertique], A320neo [8 aéronefs livrés en 2020], et A321neo [7 appareils livrés en 2023]. En novembre 2023, la compagnie nationale a commandé dix A350-900 [livraisons prévues entre décembre 2025 et 2027], assortis d'une option d'achat de six aéronefs supplémentaires [livraisons entre 2031 et 2032], confirmée lors du Salon du Bourget en juin 2025. Cette commande marque l'entrée d'Airbus dans la flotte long-courrier d'EgyptAir,

dominée par Boeing. Air Cairo s'appuie également sur Airbus pour soutenir son expansion [quatre livraisons d'A320neo prévues en 2025 et trois autres en 2026]. Cette dynamique bénéficie également à Safran, qui assure aujourd'hui la maintenance d'environ 70 % des flottes EgyptAir et Air Cairo.

Paysage concurrentiel des principales compagnies aériennes basées en Egypte

| Compagnie aérienne | Actionnaires | Début des opérations | Taille de flotte | Nombres de vol hebdomadaires | Nombre de destinations |
|-------------------------|--|--------------------------------|--------------------|------------------------------|------------------------|
| Egyptair | Gouvernement égyptien via <i>EgyptAir Holding Company</i> (100%) | 1932 – nommée Egyptair en 1971 | ~70 + 34 commandes | 1 500 | ~90 |
| Air Cairo | EgyptAir (60%), NBE (20%), Bank Misr (20%) | 2003 | ~37 | 200/230 | 50 |
| Air Arabia Egypt | Air Arabia (compagnie émiratie) | 2009 | ~5 | 50 | 26 |
| Nile Air | Nasser Al Tayyar (40%), 60% (autres) | 2011 | ~6 | 50 | 22 |
| Fly Egypt | Talaat Moustafa Group (développeur immobilier égyptien) | 2015 | ~7 | n.c | 10 |
| Nesma Airlines | Nesma Holding Company Ltd. (groupe saoudien) | 2010 | ~5 | n.c | 16 |

La coopération institutionnelle avec la France se renforce

Le dialogue institutionnel bilatéral souffre de l'absence d'accord de service aérien bilatéral.

Toutefois, la visite du Président de la République en avril 2025 a accéléré la signature au salon du Bourget en juin 2025 d'un accord de coopération technique sur la sécurité, la sûreté et l'environnement.

La décarbonation du transport aérien apparaît aujourd'hui comme axe de coopération prometteur à renforcer dans le dialogue, même si elle est peu abordée par les autorités égyptiennes. L'Egypte affiche toutefois des ambitions en matière de production de carburant durable pour l'aviation (SAF) à partir d'huiles usagées, à travers un projet porté par l'entreprise publique ECHM et soutenu par la BERD en phase d'étude. Une première unité de production est envisagée à Alexandrie sur quatre au total. Ce projet, cohérent avec la réglementation européenne *ReFuelEU Aviation* pourrait bénéficier à des entreprises françaises, dont Axens Solution.

Antoine WILLENBUCHER, Chef de pôle Infrastructures, Environnement, Santé

Bilan et perspectives de la Contribution Nationale Déterminée 2.0 égyptienne



Conformément aux accords de Paris de 2015, l'Égypte doit prochainement publier sa troisième contribution nationale déterminée (CDN) quinquennale (3.0), définissant ses objectifs de réduction d'émissions à l'horizon 2035. Contrairement à la première, très générale, la deuxième CDN de juillet 2022, en préparation de la COP27, ambitionnait une baisse de 33% des gaz à effet de serre (GES) dans le secteur de l'électricité (révisée en juillet 2023 pour 37%), 7% dans les transports et 65% dans les hydrocarbures. Les efforts égyptiens de décarbonation se sont concentrés sur ces trois secteurs avec des premiers résultats limités. D'autres secteurs stratégiques sont également l'objet d'une première étape de transformation.

Une contribution nationale déterminée axée sur l'énergie et les transports

Le secteur de l'énergie est au cœur de la stratégie atténuation de l'Égypte. Selon le rapport de transparence biennal de l'Égypte de fin décembre 2024, la contribution du secteur de l'énergie à l'émission globale carbone est passée de 57% en 1990 à 66% en 2022, dans une dynamique de croissance rapide des émissions carbonées (+169% entre 1990 et 2022 et +13% entre 2015 et 2022), d'industrialisation et de croissance démographique soutenue. Ce secteur a dès lors été priorisé dans la CDN, avec un objectif d'atteinte de **42% de la part de renouvelable dans le mix électrique d'ici 2030** ; il est même évoqué un objectif à 60% d'ici 2040. Des résultats tangibles sont observés, avec une part du renouvelable passée de **7% à 12% en moins de 10 ans, grâce au développement de l'énergie solaire** (de moins de 1% à 5%), avec 6,5 GW de capacités installées. **Le secteur privé prend aujourd'hui le relai du public**, avec le développement de partenariats public-privé, sous forme d'IPP (Independent Power Producer), stimulés par la baisse des coûts d'investissement dans le solaire et par la mise en place d'un cadre réglementaire et financier adapté, attractif et aisément répliquable. L'appui des institutions financières internationales², au secteur reste déterminant (soutien au programme égyptien Nexus for Water, Food and Energy). La plus grande ferme solaire d'Afrique de Benban à Assouan totalise un investissement de 4 Md USD, majoritairement privé, soutenu par Proparco (114 M EUR), ou encore le parc éolien de Ras Garb, développé par Engie. Si la trajectoire affichée des émissions de GES est conforme à l'objectif (34,34% versus 37%), elle se situe dans une trajectoire de croissance, marqué par l'augmentation du renouvelable qui se poursuit, orientée vers les besoins intérieurs pour s'affranchir progressivement de la dépendance aux importations gazières. **La capacité de l'Égypte à atteindre ses objectifs ambitieux reste toutefois à confirmer, alors que la cible de 42% d'énergies renouvelables a été repoussée de 2030 à 2035.** Les investissements dans la modernisation et le développement du réseau, de plusieurs dizaines de milliards de dollars,

² BERD (1,7 Md de financement ces 10 dernières années), AFD (170 MEUR), PROPARCO (166 MEUR), IFC, JICA, etc.

seront aussi déterminants pour garantir sa stabilité face au raccordement massif de projets de renouvelables.

Des résultats en phase avec les objectifs affichés, malgré des défis persistants. Dans les transports, la trajectoire affichée est dépassée, avec une perspective d'atteinte de 10%. Des investissements massifs en transports en commun ont été menés lors de cette décennie, dans le grand Caire et à Alexandrie : extension du métro du Grand Caire, construction d'un monorail et d'un train électrique léger (LRT) reliant la Nouvelle Capitale Administrative, métro d'Aboukir et réhabilitation du réseau de tramway à Alexandrie. Est aussi en cours de construction un réseau ferroviaire à grande vitesse (3 lignes, 2 000 kms) porté par Siemens. En 2024, 70% des projets approuvés en comité de la dette l'ont été dans le domaine des transports. En parallèle, le **parc automobile progresse fortement** : 10,41 millions de véhicules immatriculés au 31 décembre 2024 versus 8,6 millions en 2015, soit **+21% en moins d'une décennie**, appelée à se poursuivre avec l'arrivée de modèle chinois à moindre coût. Le développement du véhicule électrique reste embryonnaire (quelques milliers d'immatriculations).

Dans le des hydrocarbures, les résultats apparaissent en ligne avec l'objectif de réduction de 65% inscrit dans la NDC 2.0. L'Égypte a en effet adhéré au « Global Methane Pledge » en 2022, s'engageant ainsi à réduire de 30% ses émissions de méthane d'ici 2030, et a amorcé la mise en place de mesures d'atténuation ciblées sur les opérations d'exploration et de transport. Toutefois, aucune mesure réglementaire stricte contraignante n'a encore été introduite pour encadrer plus strictement les émissions du secteur des hydrocarbures. Cette relative stabilité des émissions peut aussi s'expliquer par les difficultés du secteur - **production gazière en chute depuis 2021** liée à des difficultés d'exploitation du champ de Zohr et un attentisme des majors internationales face à l'accumulation des arrières de paiement de l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC), contribuant mécaniquement à contenir les émissions sans transformation structurelle majeure du secteur. La relance de la production nationale d'hydrocarbures reste cependant une priorité des autorités qui se matérialise par une reprise des activités de prospection suite à l'apurement progressif des arriérés.

D'autres secteurs engagés dans la décarbonation

Le Mécanisme d'Ajustement Carbone au Frontière (MACF) est un moteur pour engager la décarbonation industrielle. Si l'industrie n'est pas spécifiquement visée par des objectifs de réduction d'émission dans la CDN, elle est un secteur participant de manière croissante aux émissions (de 8 à 13% entre 1990 et 2022, en cohérence avec l'industrialisation du pays). L'industrie est devenue un secteur prioritaire en matière de décarbonation, dans le contexte de mise en œuvre du MACF européen à partir du 1^{er} janvier 2026. 20% des exportations égyptiennes vers l'UE seraient touchées par ce mécanisme : engrais (9%), acier (7,5%), aluminium (4%) et ciment (0,5%). Si certaines entreprises pourraient réorienter leurs exportations, d'autres s'engagent dans cette transformation. L'UE déploie des programmes d'accompagnement avec l'accès à des lignes de crédit à coûts réduits pour financer la

décarbonation des secteurs concernés. Le programme Green Sustainable Industry comprend une subvention de 30 M EUR et une ligne de crédit de 250 MEUR, succédant à EPAP II (2007-2015) et EPAP III (2015-2024, doté de 185 MEUR, avec participation AFD) et au programme Green Economy Financing Facility, dédié à l'efficacité énergétique, mobilisant 15 MEUR de subventions.

L'agriculture et le bâtiment, autres secteurs engagés, dans la perspective de captation de financement. Le secteur agricole représente 10% de la contribution carbone de l'Égypte. Les initiatives, utilisant la décarbonation comme levier de financement, restent modestes. Le gouvernement a lancé en 2024 un marché carbone volontaire, AFRICARBONex, dont les transactions sont encore limitées, concentrées en Égypte, mais avec une ambition régionale, voire internationale. Côté bâtiment, le cadre réglementaire n'est pas encore contraignant en termes d'efficacité énergétique mais l'Égypte participe aux initiatives internationales sur ce sujet. Lors de la COP28 à Dubaï en 2023, elle a adhéré à l'initiative française pour un « Building Breakthrough » ainsi qu'à la Déclaration de Chaillot, lors du Forum Bâtiment et Climat à Paris en mars 2024. Elle a présenté lors de Forum Urbain Mondial de novembre 2024 au Caire sa stratégie pour un urbanisme vert. Par ailleurs, certains promoteurs se sont engagés dans la démarche, encouragés par les financements de bailleurs internationaux, à l'instar du programme green Unit le cadre du programme visant à la construction d'1 million de logements dits sociaux, à l'instar du pilote de **25 000 unités de logements sociaux verts**, soutenus par la Banque Mondiale, ou avec l'exemple récent le plus emblématique, le Grand Musée Egyptien, premier musée en Afrique et au Moyen Orient, à obtenir la certification internationale « Edge Advance Green Building », grâce notamment à une participation de Schneider Electric et Saint Gobain.

Alexandra LAMOTTE, Conseillère régionale Développement durable

INDICATEURS

| Indicateurs macroéconomiques | | Égypte | | | |
|--|--------------|----------------|---------------|----------------|--------------|
| Macroéconomie | 2021/22 | 2022/23 | 2023/24 | 2024/25 (p) | 2025/26 (p) |
| PIB nominal (en Md USD) - dont en % : | 475 | 394 | 380 | 346 | 387 |
| Agriculture | 11,50 | 11,20 | 12,30 | 11,20 | 11,10 |
| Industrie | 26,80 | 26,20 | 23,70 | 24,80 | 24,30 |
| Services | 46,10 | 46,10 | 47,60 | 47,70 | 48,10 |
| Autres | 15,60 | 16,50 | 16,40 | 16,30 | 16,50 |
| PIB par habitant (en USD) | 4587 | 3744 | 3542 | 3160 | 3469 |
| Croissance du PIB réel (%) | 6,7 | 3,8 | 2,4 | 3,6 | 4,1 |
| Taux d'inflation, IPC moyen (% annuel) | 8,5 | 24,4 | 33,3 | 21,2 | 14,4 |
| Finances publiques (en % du PIB) | 2021/22 | 2022/23 | 2023/24 | 2024/25 (p) | 2025/26 (p) |
| Déficit budgétaire | -6,2 | -6,0 | -6,3 | -9,2 | -6,8 |
| Excédent primaire | 1,3 | 1,6 | 7,1 | 4,5 | 5,2 |
| Compte courant | -3,5 | -1,2 | -6,3 | -4,9 | -4,0 |
| Dette publique | 88,5 | 95,9 | 96,4 | 82,8 | 77,5 |
| Dette externe | 32,8 | 41,8 | 43,0 | 40,7 | 34,7 |
| Balance des paiements (en Md USD) | 2023/24 | | | 2024/25 | |
| | T2 (oct-déc) | T3 (janv-mars) | T4 (avr-juin) | T1 (juil-sept) | T2 (oct-déc) |
| Balance commerciale | -10,7 | -10,1 | -10,8 | -14,1 | -13,4 |
| Exportations totales | 8,1 | 7,7 | 8,4 | 9,1 | 9,6 |
| Importations totales | -18,8 | -17,8 | -19,2 | -23,1 | -23,1 |
| Balance des services | 4,0 | 2,1 | 3,1 | 4,1 | 3,2 |
| Revenus du tourisme | 3,3 | 3,1 | 3,5 | 4,8 | 3,9 |
| Revenus du canal de Suez | 2,4 | 1,0 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| Transferts de la diaspora (nets) | 4,9 | 5,0 | 7,5 | 8,3 | 8,7 |
| Balance courante | -6,8 | -7,5 | -3,7 | -5,9 | -5,2 |
| Solde compte de capital et financier | 6,6 | 11,7 | 9,8 | 3,8 | 4,1 |
| Flux nets d'IDE | 3,2 | 18,2 | 22,4 | 2,7 | 3,3 |
| Flux nets d'inv. de portefeuille | 0,8 | 14,4 | -0,1 | -0,4 | -3,3 |
| Solde global | -0,6 | 4,5 | 5,6 | -1,0 | 0,5 |
| Secteur bancaire ^[1] | 2023 | mars-24 | juin-24 | sept-24 | déc-24 |
| Crédit à l'économie (% dépôts) | 53,3 | 59,9 | 60,3 | 61,3 | 62,5 |
| Fonds propres (% total des actifs) | 5,9 | 6,9 | 6,5 | 6,5 | 6,6 |
| Créances douteuses (% prêts totaux) | 2,9 | 2,6 | 2,7 | 2,4 | 2,3 |
| Notation dette souveraine | Note | Perspective | | Date | |
| Moody's | Caa1 | Positive | | 07-mars-24 | |
| Standard & Poor's | B- | Positive | | 18-mars-24 | |
| Fitch | B | Stable | | 01-nov-24 | |

Source : Ministère des finances, Banque centrale, FMI.

[1] Banques opérant en Égypte, à l'exclusion de la Banque centrale d'Égypte.

| Conjoncture monétaire | | 2024/25 | | | 2025/26 | | | |
|--|---------------------------------|---------|------|------|---------|------|-----------|---------|
| | | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre |
| Inflation en glissement annuel (%) | Inflation urbaine | 13,9 | 13,6 | 14,9 | 13,9 | 12 | 11,7 | 12,5 |
| | Inflation sous-jacente | 10,4 | 9,4 | 11,4 | 11,6 | 10,7 | 11,3 | 12,10 |
| Taux d'intérêts directeurs (%) | Taux de rémunération des dépôts | 25 | 24 | 24 | 24 | 22 | 22 | 21 |
| | Taux de refinancement | 26 | 25 | 25 | 25 | 23 | 23 | 22 |
| Taux de change | EGP/EUR | 57,6 | 56,1 | 58,1 | 55,6 | 56,7 | 55 | 55 |
| | EGP/USD | 50,7 | 49,7 | 49,5 | 48,6 | 48,5 | 47,2 | 47,5 |
| Réserves de change (Md USD, fin du mois) | | 47,8 | 48,1 | 48,5 | 49 | 49,3 | 49,5 | 50 |

Source : Banque centrale d'Égypte.

| Indicateurs socioéconomiques | Égypte | ANMO | Monde |
|--|-------------|-------------------|-------------|
| Démographie | 2024 | 2024 | 2024 |
| Population | 116,5 M | 572,5 M | 8,1 Md |
| Croissance démographique (%) | 1,62 | 1,3 | 0,91 |
| Densité (hab/km ²) | 117 | 69 | 63 |
| Taux de pauvreté de la tranche inférieure des revenus moyens (\$3,65 PPA 2017) | 23,75 | - | 7,15 |
| Population âgée de 15 à 64 ans - <i>données 2023</i> | 71,7 M | 330,6 M | 5,4 Md |
| Espérance de vie à la naissance (années) | 71,81 | 73 ^[1] | 73,32 |
| Marché du travail | 2023 | 2023 | 2023 |
| Population active (% âgée de 15-64 ans) - <i>données 2022</i> | 47 | 49 | 66 |
| dont femmes | 17 | 20 | 53 |
| Chômage (% total de la population active) | 7 | 9 | 5 |
| dont femmes | 17 | 16 | 5 |
| Alphabétisation des adultes (% âgée de 15-64 ans) | 75 | 81 | 87 |
| dont femmes - <i>données 2022</i> | 69 | 74 | 84 |
| Proportion de jeunes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation (%) | 27 | 29 | 20 |
| dont femmes | 39 | 41 | 28 |
| Environnement | 2023 | 2023 | 2023 |
| Émissions de CO2 (tonnes métriques/hab) | 2,3 | - | 4,7 |
| Mortalité dû à la pollution atmosphérique (pour 100 000 hab) - <i>données 2021</i> | 253,4 | 117,1 | 99,7 |

Source : Banque mondiale, Nations Unies, OIT.

[1] Données 2022.

Pour vous abonner, merci de remplir le formulaire suivant : [formulaire d'inscription en ligne](#).

Si vous souhaitez vous désinscrire, vous pouvez le faire via ce [lien](#). Si vous rencontrez des difficultés avec les formulaires, merci de contacter : pauline.belhassine-paillet@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique du Caire.

Rédaction : Pascal Furth, Nicolas Bic, Antoine Willenbacher, Alexandra Lamotte, Pauline Belhassine-Paillet, Malek Hafsi et Alexis Ronchewski.